ICAN FRANCE
2017 NOBEL PEACE PRIZE

RAPPORT - *LES COÛTS CACHÉS DES ARMES NUCLÉAIRES : DÉPENSES EN 2024*

Synthèse en français du rapport de ICAN
Juin 2025

LES DÉPENSES NUCLÉAIRES FRANÇAISES

D'après le président Emmanuel Macron, la France possède moins de 300 armes nucléaires. La Federation of American Scientists (Fédération des scientifiques américains) estime que la France dispose de 290 armes nucléaires pouvant être lancées à partir d'avions et de sous-marins. Les sous-marins nucléaires transportent des missiles nucléaires M51 et les avions *Rafale* peuvent lancer des missiles ASMPA. Le Nuclear Ban Monitor (Observatoire des mesures d'interdiction des armes nucléaires) estime la puissance explosive de l'arsenal nucléaire français à 1 993 bombes équivalentes à celle d'Hiroshima.

Les dépenses consacrées aux armes nucléaires

Le projet de loi de défense de 2024 a fait augmenter le budget de la dissuasion nucléaire de 750 millions d'euros, pour un total de 6,4 milliards d'euros en 2024. Ce montant comprend les coûts annuels des ogives nucléaires et le renouvellement des missiles de croisière à capacité nucléaire (ASMPA), des missiles lancés par sous-marin et des sous-marins.

En avril 2023, la nouvelle loi de programmation militaire 2024-2030 a été présentée, incluant 13 %, soit 53,7 milliards d'euros pour la modernisation et le renouvellement de toutes les forces et infrastructures nucléaires, démontrant un plan d'augmentation des dépenses en matière d'armes nucléaires de près de 50 % dans les années à venir par rapport aux cinq années précédentes. Il convient également de noter que cette loi prévoit le financement du programme de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins de troisième génération. Quatre sous-marins seront produits, disponibles entre 2035 et 2050 (un tous les cinq ans), et navigueront jusqu'en 2090.

Les coûts liés à l'avion *Rafale* ne sont pas inclus dans le budget de la dissuasion. Étant donné que ces coûts ne sont pas disponibles publiquement, notre estimation suppose que le budget des armes nucléaires couvre l'essentiel des dépenses françaises en la matière et nous n'incluons pas ces avions. La France a consacré environ 11 % de son budget militaire total aux armes nucléaires en 2024. La France a augmenté ses dépenses en matière d'armes nucléaires de 750 millions d'euros entre 2023 et 2024.

BD « L'arsenal nucléaire de la France ». Crédit : Aymerick Paccoud pour ICAN France

Les entreprises

Sept entreprises construisent les armes nucléaires françaises : l'européen Airbus, le britannique BAE Systems, l'italien Leonardo et les français Safran, Naval Group, TechnicAtome et Thales. Contrairement à l'image d'une souveraineté absolue souvent associée à la dissuasion nucléaire, l'arsenal français repose en réalité sur une chaîne de production largement transnationale, révélant une dépendance stratégique troublante à l'égard d'intérêts industriels étrangers. En 2024, ces entreprises ont gagné environ 2,7 milliards d'euros pour construire l'arsenal nucléaire français.

Les dépenses en matière d'armes nucléaires dans leur contexte

- En 2024, la France a gaspillé 12 048 euros par minute pour des armes nucléaires.
- Pour chaque personne vivant en France l'année dernière, le pays a dépensé 95 euros par personne pour son arsenal nucléaire.
- La France a dépensé 51 fois sa contribution aux Nations unies pour son arsenal nucléaire en 2024. Le pays aurait pu payer près de deux fois l'entièreté du budget de l'ONU avec ses dépenses en matière d'armes nucléaires.
- Les dépenses de la France en matière d'armes nucléaires auraient pu sauver la vie de 44 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë en 2024, y compris celles au bord de la famine.

LES COÛTS DU PARTAGE NUCLÉAIRE

Les armes nucléaires américaines sont stationnées en Europe depuis 1954, avec un pic d'environ 7 300 têtes nucléaires américaines en 1971. Historiquement, le Royaume-Uni et l'Union soviétique ont également déployé leurs armes nucléaires dans d'autres pays. Bien que cela n'ait pas été officiellement confirmé, des experts estiment qu'en 2024, sur la base de documents officiels ayant fait l'objet d'une fuite, des armes nucléaires américaines sont présentes dans cinq pays européens (Belgique, Allemagne, Italie, Pays-Bas et Turquie). À l'inverse, la Russie affirme que ses armes nucléaires sont déployées en Biélorussie, mais certains experts n'en sont pas certains.

Chaque accord de partage nucléaire de l'OTAN est régi par des accords secrets, notamment l'Atomic Stockpile Agreement qui stipule le partage des coûts entre les États-Unis et les pays hôtes. Il existe peu d'informations publiques sur les coûts associés aux accords actuels d'hébergement des armes nucléaires américaines dans les pays européens, malgré les enquêtes parlementaires sur cette question, notamment en Allemagne et aux Pays-Bas. Le gouvernement fédéral allemand a déclaré aux parlementaires allemands en 2022 qu'« aucune information ne peut être fournie sur le nombre, les lieux de stockage, la manipulation et les spécificités des armes nucléaires et de leurs vecteurs, ni sur la formation, les exercices et les mesures de sécurité ». À l'heure où nous publions ces lignes, il n'existe aucune information publique sur les coûts liés à l'hébergement d'armes russes par la Biélorussie. Cependant, nous avons rassemblé quelques informations disponibles sur les coûts que les gouvernements européens pourraient encourir pour accueillir des armes nucléaires américaines, notamment en ce qui concerne la sécurité des installations de stockage nucléaire, les avions à capacité nucléaire et la préparation à l'utilisation des armes nucléaires stationnées.

Installations de stockage nucléaire

Un manuel du ministère des États-Unis de la Défense de 2016, déclassifié mais partiellement censuré, donne un aperçu des mesures de sécurité mises en place autour des installations de stockage nucléaire, y compris les armes nucléaires stockées en Europe. Le manuel ne précise pas si ce sont les États-Unis ou le pays hôte qui paient pour ces mesures de sécurité, qui peuvent inclure une double barrière, des gardes supplémentaires, des systèmes d'alarme renforcés et bien d'autres. Les armes elles-mêmes sont stockées dans des Systèmes de stockage et de sécurisation des armes, ou Weapon Storage and Security System (WS3). Les WS3 sont gardés par des soldats américains (un Munitions Support Squadron), tandis que les pays hôtes assurent la sécurité du périmètre.

Le manuel stipule que « lorsque des installations sont fournies par un pays utilisateur ou un pays hôte de l'OTAN, les normes et critères spécifiés dans le présent manuel seront utilisés dans les négociations visant à améliorer les installations et systèmes existants », sans préciser si les dispositions en matière de sécurité qui font l'objet d'un examen seront à la charge du pays hôte ou des États-Unis. Chaque système fait l'objet d'évaluations annuelles des menaces et doit comprendre un périmètre à plusieurs niveaux et des barrières de délimitation des installations (portes), des inspections visuelles quotidiennes du site (gardes) et des forces de sécurité qualifiées en matière d'armement (armes). Chaque installation de stockage d'armes nucléaires et chaque lieu où des ogives sont couplées à des vecteurs, y compris sur les sites européens, doit disposer d'un plan de sécurité physique, « officiellement examiné par le commandant local des forces de sécurité au moins une fois par an ».

Un document budgétaire du Département américain de la Défense de 2023 indiquait que « l'OTAN finance l'infrastructure liée au stockage d'armes spéciales dans des sites et installations sécurisés » et que l'OTAN achevait un projet de 13 ans, d'un coût de de 384 millions de dollars sur des sites de stockage en Belgique, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Italie, au Royaume-Uni et en Turquie « pour améliorer les mesures de sécurité, les systèmes de communication et les installations », ce qui indique que les membres de l'OTAN peuvent partager la charge des coûts des mesures de sécurité, et d'autres coûts, dans les installations de stockage d'armes nucléaires.

Le manuel de 2016 indique clairement que les pays hôtes sont responsables de la mise à disposition du personnel chargé de la surveillance du site. Selon le document de 2016, « au sein de l'OTAN, les forces de sécurité doivent être issues des forces armées du pays utilisateur ou du pays hôte… et doivent être composées de… : « Un superviseur de zone ou de mouvement » ; « Des opérateurs de systèmes d'alarme » ; « Des contrôleurs d'accès » ; « Des sentinelles périmétriques, si nécessaire » ; et « Des sentinelles en poste armées d'une arme à feu ». »

Avions à capacité nucléaire

Quatre des cinq pays (Belgique, Allemagne, Italie et Pays-Bas) qui hébergent des armes nucléaires américaines sont en train d'acquérir des chasseurs furtifs *F-35A Lightning II* (également connus sous le nom de Joint Strike Fighters) certifiés pour larguer des bombes nucléaires B61. La Grèce et la Turquie ont également en réserve des avions à double capacité qui pourraient être utilisés par l'OTAN pour lancer des armes nucléaires. Bien que ces avions de chasse soient à double capacité et que leur coût ne puisse donc pas être uniquement attribué aux armes nucléaires, les pays européens de l'OTAN ont annoncé publiquement qu'ils avaient un « rôle nucléaire ».

- En 2022, l'Allemagne a commandé 35 *F-35* pour un coût de 10 milliards d'euros et, en 2024, elle aurait envisagé d'acheter huit avions supplémentaires ;
- En 2024, l'Italie a décidé de dépenser 7 milliards d'euros pour acquérir 25 *F-35* supplémentaires, ce qui doublerait le nombre de *F-35A* (actuellement au nombre de 15) dans la commande existante de 90 *F-35* ;
- En 2018, la Belgique a accepté de dépenser 3,6 milliards d'euros pour 34 *F-35A*, et a annoncé en 2025 qu'elle en achèterait onze de plus ;
- En 2024, les Pays-Bas ont reçu 40 des 52 *F-35* commandés et ont annoncé qu'ils en commanderaient six autres. Les entreprises néerlandaises, dont Fokker et Aeronamic, profitent également de la production du *F-35*, le gouvernement néerlandais promettant à ces entreprises des contrats de production et de maintenance d'une valeur de 23 à 30 milliards d'euros dans les années à venir.

Les bases d'accueil font l'objet d'une série de mises à niveau pour des raisons de sécurité et pour assurer la compatibilité avec les nouvelles armes déployées (B 61-13) par les États-Unis en Europe. En 2016, les États-Unis ont passé un contrat avec Atlantic CommTech pour « moderniser le Weapon Storage and Security System (WS3) » dans les bases où sont déployées les bombes nucléaires américaines. En 2022, l'entreprise a de nouveau été sollicitée pour moderniser ces installations WS3 sur la base aérienne de Lakenheath, au Royaume-Uni, suscitant des inquiétudes quant à un possible retour des bombes américaines sur le sol britannique. D'autres mises à niveau sont également en cours. Par exemple, la base de Büchel, en Allemagne, fait l'objet d'une modernisation importante afin de pouvoir faire voler les avions de combat Joint Strike Fighter de Lockheed Martin.

Les premières estimations situaient le coût total autour de 525 millions d'euros, mais en raison de dépassements budgétaires, on s'attend désormais à ce que la facture finale pour le contribuable allemand avoisine 1,2 milliard d'euros. Le gouvernement belge a également alloué 275 millions d'euros en 2025 pour moderniser deux bases aériennes, dont celle de Kleine-Brogel où sont déployées des armes nucléaires américaines.

Exercices nucléaires de l'OTAN

Chaque année, un nombre important d'alliés de l'OTAN se préparent à l'utilisation d'armes nucléaires dans le cadre d'un exercice annuel connu sous le nom de Steadfast Noon. Selon l'OTAN, l'exercice de 2024 a mobilisé 2 000 personnels et 60 aéronefs provenant de treize pays. En 2024, l'OTAN s'est entraînée à utiliser des armes nucléaires au-dessus de la Belgique et des Pays-Bas. Cet exercice est également l'occasion de tester de nouvelles capacités de commandement, de contrôle et de communication. Outre ceux qui fournissent des avions à double capacité, au moins six autres membres de l'OTAN, dont la République tchèque, le Danemark, la Hongrie et la Pologne, participent au Conventional Support for Nuclear Operations (CSNO, anciennement connu sous le nom de mission SNOWCAT).

La formation et les exercices collectifs sont financés par le budget militaire de l'OTAN, qui s'élevait à 2,1 milliards d'euros en 2024. Les membres de l'OTAN se sont engagés à verser 3,8 milliards d'euros en 2024 sous forme de contributions directes pour financer l'alliance, y compris le budget militaire de l'OTAN. Ce chiffre ne représente pas leur contribution totale à l'OTAN, qui comprend également les forces et les capacités détenues par chaque pays membre.

Coût pour la démocratie

Les coûts liés aux armes nucléaires et aux préparatifs en vue de leur utilisation dans les pays hôtes et de soutien demeurent en grande partie secrets, ce qui empêche tout contrôle démocratique. Des chercheurs ont souligné le « recul démocratique » engendré par le secret nucléaire dans les États possédant des armes nucléaires, suggérant que l'adoption de pratiques et de politiques de secret nucléaire conduit à exclure des acteurs du processus décisionnel et à fausser l'information publique. Le manque de transparence entourant les forces nucléaires en Europe et la décision de maintenir l'existence des armes nucléaires américaines comme un « secret public » exposent davantage les citoyens européens : ils deviennent à la fois des cibles nucléaires et sont privés de leur capacité à exercer un contrôle démocratique significatif. Les armes nucléaires stationnées en Europe sont destinées pour être utilisées en Europe, un coût dont l'ampleur est incalculable.

Carte des coûts du partage nucléaire. Hidden Costs: Nuclear Weapons Spending in 2024 - ICAN

BD « L'arsenal nucléaire de la France ».
Crédit : Aymerick Paccoud pour ICAN France

CONTACTS

+33 (0)4 78 36 93 03

coordination@icanfrance.org

icanfrance.org

Jean-Marie COLLIN, directeur de ICAN France

+33 (0)6 37 94 62 41

jeanmarie@icanfrance.org

Patrice BOUVERET, directeur de l'Observatoire des armements et co-porte-parole de ICAN France

+33 (0)6 30 55 07 09

patricebouveret@obsarm.info

ICAN FRANCE 2017 NOBEL PEACE PRIZE